L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX: rue de Chartres No 73. NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 24 AVRIL 1884. 57me Année.

Dufour, Bonner & Cie., Propriétaires-Editeurs.,

Entered at the Post office at New Orleans, La , Second Class Matter

NOUVELLE-ORLEANS.

JEUDI, 24 AVRIL 1884.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

EDITION QUOTIDIENNE.

Un an	$12 00
Six mois	6 00
Trois mois	3 00
Un mois	1 00

On s'abonne aussi, à la semaine, avec les porteurs.

EDITION DU DIMANCHE.

Un an	$3 00

Renferme deux feuilletons.

EDITION HEBDOMADAIRE.

Un an	$3 00
Six mois	1 50
Quatre mois	1 00
Trois mois	75

Renferme deux feuilletons.

VENTES DE CE JOUR

Par Jas. P. Guinault, au coin des rues Delery et Delaronde, un lot de meubles.

Par Spear & Escoffier, à la Bourse d'Encan St-Charles, rue St-Charles action de la Bourse au coton.

Par Roger Murphy constable, au No 82 rue Girod, un mulet et un wagon à ressorts.

Notre industrie cotonnière--La convention d'Augusta, Georgie.

Il s'est passé, dernièrement, au Sud des Etats-Unis, un événement qui donne singulièrement à réfléchir, et devrait être un trait de lumière pour le Congrès. Une convention de l'industrie cotonnière de notre section vient d'avoir lieu à Augusta, Georgie; elle a révélé des faits qui surprendront le Nord. Il a été constaté, dans cette assemblée, que le Sud fait marcher, dans ses filatures, 383,570 broches, 8305 métiers, et que le capital jeté dans ce genre de manufactures s'élève à près de neuf millions de dollars Quand on songe que cette industrie, dans cette partie de l'Union, n'a commencé qu'après la guerre, on reste étonné de ces chiffres énormes. Pareils progrès ne se sont jamais accomplis en aucun pays, dans l'espace de dix-sept à dix huit ans.

Il y a la une concurrence redoutable qui s'élève pour le Nord et, spécialement, pour la Nouvelle-Angleterre. Ce qu'il y a de plus terrible encore pour cette dernière section, c'est que le Sud n'a aucun transport à payer, que, par conséquent, il fabrique dans des conditions bien plus favorables qu'elle, et peut livrer ses articles manufacturés à meilleur marché.

Mais voici un fait bien autrement grave. On a dressé la double statistique de la production et de la consommation intérieures; on les a comparées, et il a été reconnu que la somme des produits des fabriques du Nord et du Sud dépassent les besoins du pays. Après délibération, il a fallu, bon gré, mal gré, se résoudre à mettre une limite à la production manufacturière. On n'a pas trouvé d'autre remède à apporter au mal.

C'est la première fois que nous voyons proclamer officiellement ce phénomène inquiétant. La prolongation d'une semblable situation occasionnerait inévitablement des désastres. L'industrie américaine entre dans une nouvelle phase; il faut un nouveau champ à son activité, de nouveaux débouchés à ses produits.

Ici, le Congrès a un devoir impérieux à remplir envers elle. C'est lui qui l'a encouragée à se développer, qui l'y a aidée par des lois de protection: c'est lui, également, qui doit lui fournir les moyens d'étendre son commerce. Or, comment pourrait-elle trafiquer autrement que par mer, puisqu'elle est entourée d'eau de tous les côtés, et qu'elle n'a de communications par terre qu'avec le Canada, avec lequel il n'y a pas grand'chose à faire, et avec le Mexique, pays neuf, dont il ne lui sera possible de tirer un parti sérieux que plus tard.

De quelle façon arrivera-t-elle à transporter ses produits dans les pays d'outre-Atlantique ou d'outre-Pacifique, à des conditions qui lui rendent possible le succès? Sera-ce sur les navires de l'Angleterre qui, elle-même, a des marchandises à placer au dehors, pour son propre compte? Evidemment, les Anglais commenceront à travailler pour eux; ils assaisiront, d'abord, de placer leurs articles manufacturés et nous ne nous sentons pas le courage de les en blâmer, car, en agissant de la sorte, ils ne feront que leur métier.

Le placement, d'ailleurs, leur sera d'autant plus facile, que nos articles sur lesquels pèsent de lourds frais de transport, coûteront nécessairement plus cher que les leurs. Il est donc de toute nécessité que nous ayons notre marine marchande, à nous. Nous en retirerons une foule d'avantages: d'abord, ses intérêts seront communs avec les nôtres; en faisant nos affaires, elle fera les siennes; plus ses transports seront rapides, plus bas en seront les prix, plus aussi augmenteront pour elle les chances de voir doubler, tripler son trafic.

Malheureusement, les lois qui la régissent aujourd'hui, l'empêchent de se relever; les charges qui pèsent sur elle, sont si lourdes, qu'il lui est impossible de transporter les marchandises américaines aux mêmes conditions que les Anglais, et l'exportateur se voit obligé d'abriter ses articles sous un pavillon étranger, plutôt que sous celui de son pays.

Il faut que cette situation monstrueuse de notre marine cesse immédiatement, que l'on abolisse les droits odieux dont elle est accablée, et qu'on lui octroie, pour les transports qu'elle est appelée à faire au dehors, par mer, les privilèges que l'on a accordés aux chemins de fer et aux bateaux à vapeur qui font le même service à l'intérieur, par terre ou sur nos cours d'eau. Pourquoi le transport des malles, qui est une source abondante de bénéfices, d'un côté, serait-il une cause de ruine, de l'autre? Nous ne croyons pas qu'il y ait, sur le globe, une seule autre nation, chez qui l'on puisse signaler une telle anomalie.

Que, possédé, depuis une vingtaine d'années, de l'idée fixe de développer leurs industries, les Etats-Unis aient oublié, ou bien même, y songeant, aient négligé de maintenir leur marine marchande, sans trop s'exonérer, cela se conçoit; il y a, dans l'histoire, de grands peuples qui ont commis des fautes bien autrement graves. Mais, aujourd'hui, que la besogne est faite, que notre travail national est en pleine prospérité, que nous pouvons lutter avec les autres nations sous le double rapport de la qualité et de la quantité, en attendant qu'il nous soit possible de leur faire concurrence sous le rapport du bon marché; aujourd'hui que nous sommes obligés de déclarer que notre production commence, dans des proportions qui méritent d'attirer l'attention des économistes et des hommes d'Etat, à dépasser notre consommation; que ce est par, non pas du Nord, qui tient la tête de colonne, mais du Sud, qui ne marche qu'à l'arrière-garde; que, dans une pareille situation, l'Union persiste à sacrifier sa marine, et après s'être rendue indépendante à l'intérieur, au point de vue de la production manufacturière, elle continue à livrer son commerce extérieur à la merci des autres, à en faire l'esclave des caprices intéressés de l'Angleterre—cela serait impardonnable. Elle le sent, du reste, elle le comprend, et il ne se passera pas longtemps, avant qu'elle ait remis les choses en bon ordre.

Qu'il nous soit permis, en finissant, de signaler, la tristesse dans l'âme, le rôle déplorable que jouent, en ce moment, une partie des chefs de la démocratie.

Comment! c'est au moment où nous manufacturons plus que nous ne consommons, que les libre-échangistes veulent inonder nos marchés des produits de l'extérieur? A-t-on jamais porté un plus insolent défi au bon sens et au patriotisme? N'est-ce pas la plus coupable des tentatives de suicide?

Les déclarations et les résolutions de la Convention de l'Industrie Cotonnière du Sud, feront, nous l'espérons, une salutaire impression sur le Congrès, le forceront à prendre des mesures efficaces, pour relever notre marine marchande et faciliter notre commerce extérieur. Il en est grand temps.

Le gouverneur McEnery a emporté la paroisse Calcasieu par une majorité de 2250 voix.

La paroisse St Charles a donné une majorité de 800 à M. Stevenson, qui, paraît-il, a triomphé dans la paroisse East Baton Rouge.

La paroisse East Feliciana a donné une forte majorité aux démocrates.

Une dépêche datée de Londres, 22 avril, nous annonce qu'un froid phénoménal a passé sur la Suisse ainsi que sur les départements voisins de la France et fait un mal énorme à l'agriculture. Un tiers des vendanges est détruit.

A Macon, la gelée a détruit les vignes. La perte, dans la vallée de la Saône, est de plusieurs millions de francs.

Au moment où le Congrès va, très probablement, voter une allocation pour encourager l'industrie sérigicole dans le Sud-Est et le Sud-Ouest, il est opportun de développer, chez nous, cette culture, et de la faire progresser à l'aide de l'enseignement. Un certain nombre de citoyens distingués se sont mis à la tête du mouvement et une liste de souscription dès ce matin, circulera dans la ville, pour fournir les fonds destinés à soutenir un cours de sériculture, à la Nouvelle-Orléans.

L'enseignement sera placé sous la haute direction de M. J. Harbalio, le véritable père de l'industrie parmi nous. M. Harbalio a été institué le protecteur de cette école; avec un pareil appui, l'œuvre ne peut que prospérer.

Les professeurs sont là, tout prêts à ouvrir leur cours, et, bientôt, le lendemain du jour où la filature Herbelin aura repris son activité de l'an dernier, les leçons commenceront; elles seront gratuites, et quiconque veut se consacrer à l'élevage du ver à soie y sera admis.

M. Herbelin est prêt, en même temps, à faire—comptez à titre gratuit—la distribution de graines à qui les lui demandera.

Qu'on aille donc se présenter chez lui, de 10 heures à midi.

Il y aura aussi distribution de brochures—guides d'élevage. Ici, il n'y a pas la moindre spéculation; tout le monde est mû par le désir de développer la sériculture, en louisiane, qui lui est plus favorable qu'aucun autre au monde.

Nous espérons bien que le public s'empressera de répondre à l'appel généreux qui lui est adressé, et que les cours seront suivis assidument.

SPECTACLE-CONCERT.—Le temps pluvieux que l'hiver, qui règne depuis deux jours, aurait probablement causé un tort immense au bénéfice de Mme Schultz, Rue et de M. Piper, qui, comme on le sait, devaient avoir lieu au théâtre du Fort Espagnol. En présence de cette baisse de température, qui n'aurait été ainsi moins qu'agréable, le soir, sur les bords du lac, les dames nerveuses des Pauvres ont jugé, avec raison, qu'il valait mieux valait remettre la soirée à demain.

En conséquence elle aura lieu après-demain samedi, et elle donne un prix pour exposer à quelque nouveau vilain tour du temps. Elle sera donnée à la Salle de l'Union Française, rue des Remparts, entre les rues St Philippe et Dauphine.

Rien n'est n'ailleurs, changé au joli programme que le public connaît, et il va de soi que les cartes vendues pour la représentation de mercredi seront valables samedi. Le nombre en est déjà important, paraît-il, et la vente s'en poursuit avec activité. Les Servantes des Pauvres sauront utiliser les trois journées qu'elles ont encore devant elles.

ACADEMIE DE MUSIQUE.—Le succès et la vogue des Minstrels se soutiennent, grandissent. Tous les soirs et hier à la matinée salle comble, et une continuité de rire qu'on se demande comment ce public-là ne s'en va pas dératé.

Nous le répétons, chacun des artistes de cette troupe a sa valeur dans sa spécialité, et il en est deux, entr'autres, du comique le plus franc, MM Frank E. Mohah et George Thatcher; s'ils se faisent donner un vaudeville, à la comédie, ils y réussiront certainement marqué.

A part leur excellent ensemble, il est un trait aussi qui caractérise ces sujets et que nous devons noter: ils ne s'oublient jamais à ces vulgarités trop fréquentes chez les minstrels; la mesure n'est pas dépassée, et l'effet n'en est que mieux obtenu.

Ce soir répétition du programme d'hier.

Nous rappelons aux lecteurs qu'après-demain samedi a lieu la bénéfice annuel de M. Fred. Mauberret, le contrôleur-trésorier du théâtre. Déjà on se presse au bureau de location pour retenir ses places: cette soirée sera, à coup sûr, l'une des plus brillantes de la saison, sous le double rapport du programme et du bénéficiaire. Le nom de ce bénéficiaire vaut tout un programme par lui-même, et puis les Minstrels se proposent à cette occasion de renouveler entièrement leur spectacle.

Horsford's Acid Phosphate

Un des meilleurs toniques.

Le Dr ATKINSON, professeur de materia medica et de dermatologie au Collège des Médecins et Chirurgiens, de Baltimore, Md, dit: "Horsford's Acid est une boisson agréable et est un des meilleurs toniques sous forme de phosphate soluble."

Pour éviter les accidents, trop fréquents, de chemins de fer, la compagnie de l'Erie, New-York, va adopter une excellente mesure. Elle exige que tous les employés soient parfaitement renseignés sur les instructions générales et spéciales relatives aux mouvements des trains, sur l'usage des signaux, sur l'heure exacte à laquelle doit arriver chaque train, à telle ou telle station, ou en partir, conformément aux tableaux exposés dans chacune des stations.

A des intervalles relativement courts, que la compagnie se réserve d'indiquer, des inspecteurs parcourront toute la ligne et feront passer un rigoureux examen à tous les employés, sans distinction, puis ils communiqueront, dans un rapport, au surintendant divisionnaire, le résultat de leur tournée.

Il y a longtemps que la mesure aurait dû être prise car elle ne laisse aucune excuse aux employés d'une compagnie.

Le *Herald*, de New York, dans un article qu'il consacre au récent discours de M. Jules Ferry à Périgueux, s'exprime ainsi:

"Un passage de ce discours est particulièrement significatif. "La France, a dit le ministre, ne saurait tolérer d'intervention étrangère en ce qui regarde ses intérêts légitimes en Europe. Dans son opinion, la démocratie française peut exercer une influence salutaire en Europe par le manque d'équilibre dans la force des puissances à cause des difficultés dont elle a souffert dans le passé." Que sont "ces intérêts légitimes en Europe" auxquels on appelle l'attention de la France; et comme ces intérêts sont apparemment en dehors de la France et par conséquent internationaux, que signifie le mot "étrangère?" Cela veut-il dire, comme au sein à John Bull, que la France ayant les mains plus libres en Orient va s'occuper sans retard de Pimroglio égyptien?"

Nous lisons, il y a quelques jours, dans le *Correspondant*, une étude extrêmement remarquable de M. Thureau-Dangin sur la diplomatie de la monarchie de Juillet. M. Thureau-Dangin a puisé à des sources inédites du plus grand intérêt; il a eu communication de dépêches et de lettres particulières du duc Victor de Broglie, et il en a tiré le meilleur parti. Dès 1835, la question était posée, dans les Conseils du roi et dans les calculs des diplomates, de savoir s'il n'y avait pas plus à perdre qu'à gagner au maintien de l'alliance anglaise. Les avis étaient partagés; le roi était peu favorable à l'Angleterre; M. de Talleyrand le poussait du côté des alliances continentales. M. de Broglie, avec sa haute et ferme raison, écrivait à ses agents, après avoir rappelé la situation privilégiée de l'île britannique.

"Cette position de l'Angleterre, qui lui épargne tout ce qu'il peut y avoir de grave dans les conséquences d'une politique hasardeuse, tout ce qu'il peut y avoir d'irrémédiable dans les partis pris à la légère, nous explique également pourquoi sa manière d'agir est souvent bizarre et incohérente. C'est un enfant gâté qui ne résiste guère à ses premiers mouvements et qui se passe souvent ses fantaisies du jour et du quart d'heure. Enfin, lorsque nous nous sommes alliés à l'Angleterre, nous avons dû compter que, partout où l'intérêt bien évident de l'alliance ne serait pas en jeu, nous retrouverions l'esprit jaloux, inquiet, soupçonneux de l'ancienne politique anglaise vis-à-vis de la France, cette envie de briller aux dépens d'autrui, de primer, de faire parade d'influence, quitquement pour prouver qu'on en a."

Le duc de Broglie, dit M. Thureau-Dangin, citait de nombreux exemples des incartades et de la malveillance anglaises. Puis il ajoutait:

"Que conclure de tout cela? Rien autre chose sinon que la situation actuelle diffère pas essentiellement de ce qu'elle était il y a deux ans..... Il faut que le plus sage des deux Cabinets serve les fautes de l'autre, ne regarde pas de trop près à de légers torts, cède même au besoin tous les avantages qui seraient véritablement sans importance. C'est par une politique calme et réfléchie, persévérante et conséquente, raisonnée et régulière qu'un gouvernement s'honore et s'affermit.

Au fond, les sentiments dont nous restons animés à l'égard de l'Angleterre sont ceux que le duc de Broglie exprimait si bien. Nous ne demanderions pas mieux que de couvrir les fautes du Cabinet de Saint James, s'il y consentait lui-même; mais peut-être faudrait-il, à l'inverse de la proposition du duc de Broglie, qu'il fût le plus sage des deux Cabinets, pour y consentir.

Mgr Freppel publie dans l'*Univers* et dans les journaux religieux de Paris des "Observations sur une déclaration dans le Conseil d'Etat". Dans ce document, Mgr Freppel réclame que le Conseil d'Etat a commis une erreur en appelant la caisse de secours un "établissement public, soumis comme tel à la tutelle du gouvernement". D'après lui, le décret du 24 janvier 1859, qui aurait abrogé celui du 22 mars 1850, porte que la caisse est un "établissement d'utilité publique", d'où il résulte de graves différences au point de vue des droits de l'Etat.

Mgr Freppel se défend ensuite du grief qui lui est fait de s'être opposé à l'exécution des mesures prescrites à l'effet de contrôler la situation financière de la caisse. Il dit qu'il ne se serait nullement opposé à cette exécution si on l'avait prescrivie par d'autres voies que celles employées. La nomination du séquestre aurait également opposée à l'essence des statuts réglementant la matière; tous les Conciles de l'Eglise ont posé les principes généraux qui rendent l'interprétation de l'évêque la seule vraie:

"Etant donné, ce qui est indéniable, que le conseil de sécours du diocese n'a aucun rôle en établissement ecclésiastique et se compose des bons d'Eglise, du clergé de l'évêque, en ce qui la concerne, se trouve placé sous la protection des saints canons.

"En rappelant ces peines canoniques (l'excommunication) à ceux qu'elles atteignent, je n'atteindrai, j'ai accompli un acte légitime de mon ministère; je ne serait faire injure au Conseil d'Etat de m'attribuer la pensée que des déclarations quelconques émanant d'un pouvoir civil pourraient jamais aux yeux des catholiques contre les décrets des Conciles généraux et des constitutions pontificales."

Mgr Freppel termine en déclarant que tant qu'on élèvera des prétentions aussi contraires à la législation civile qu'au droit canonique, ce sera pour l'évêque, pour le clergé et les catholiques du diocèse d'Angers, un devoir de se retrancher derrière les droits et les libertés de l'Eglise.

Nous avons déjà parlé de l'important projet qui consiste à agrandir le bassin de la Villette, Paris, et par contre le canal Saint-Denis—opération qui aura pour résultat de donner à la ville de nouveaux éléments de progrès industriel et commercial en augmentant les moyens de transport dont elle dispose déjà.

4 millions environ ont été dépensés, depuis 1878, pour l'exécution de ce travail. Une nouvelle somme de 2,185,000 fr. va être employée à la continuation de cette entreprise devant nous procurer: 1° l'élargissement du canal aux abords du pont tournant de l'Ourcq, la substitution d'une travée unique aux deux arches du pont de l'Ourcq; l'achèvement des murs qui ont donné un bassin élargi et l'installation de six grues mécaniques pour le déchargement des matériaux.

Le canal Saint-Denis sera élargi et approfondi sur plusieurs points de son parcours, notamment à la hauteur de la rue de Crimée. Cet agrandissement facilitera la circulation des bateaux d'un tonnage beaucoup plus fort et permettra le croisement de deux bateaux.

Le canal Saint-Denis, construit par la ville de Paris, a été ouvert le 16 mai 1821.

Renfermé dans le département de la Seine, il a une longueur totale de 6,617 mètres depuis la gare circulaire, à la Villette, jusqu'à son embouchure de la Seine, près la Briche. Il est alimenté, en temps ordinaire, par la moitié de surplus des eaux amenées au bassin de la Villette par le canal de l'Ourcq, après le prélèvement de 105,000 mètres cubes au maximum fait sur ces arrivages pour l'alimentation de la ville de Paris.

Le mouvement de la navigation sur le canal Saint-Denis est d'environ 1,135,000 tonnes, dont 862,000 tonnes à la remonte et 272,000 tonnes à la descente. Le transport de charbons entrent dans ces chiffres pour un tiers environ. Ce tonnage est représenté par un mouvement total de plus de 7,000 bateaux.

La durée du parcours entier du canal est en moyenne de dix à douze heures.

Les travaux d'agrandissement du bassin de la Villette et du canal Saint-Denis occasionnent une dépense totale évaluée approximativement à 14,500,000 fr.

Pour purifier les vêtements et la toilette, désinfectez-les avec le "Glenn's Sulphur Soap."

Les "Pike's Toothache Drops" guérissent les maux de dents en une minute

D'après le "Directory" de la Presse Américaine, de MM. P. Rowell et Cie, il y a actuellement, aux Etats-Unis et au Canada, 13,402 journaux et feuilles périodiques. C'est une augmentation de 1600, en une seule année, et de 5618, dans la période de dix années, qui vient de s'écouler. L'augmentation, en 1874 sur 1873, avait été de 493.

L'année dernière, le chiffre des journaux quotidiens s'élevé de 1136 à 1254; les publications hebdomadaires de 9062 à 10,028, et enfin, les revues mensuelles, de 1091 à 1499. C'est dans les Etats de l'Ouest surtout qu'a eu lieu l'accroissement.

Ainsi, dans l'Illinois, nous trouvons 1,009 publications périodiques, au lieu de 904, l'année précédente. Le Missouri figure pour le chiffre de 604, contre 523, en 1883. Mêmes proportions dans l'augmentation des organes de la Presse des autres Etats de la même section.

Dans l'Etat de New York, les journaux et revues étaient au nombre de 1399 en 1883; ils forment, aujourd'hui, un total de 1,523.

L'administration des signaux des Etats-Unis a rendu tant de services non-seulement au pays, mais à l'humanité, qu'il est bon de connaître ses origines de maintenir en honneur le nom de son créateur.

James T. Espy est le père du système, aujourd'hui en vogue.

Rien de curieux comme la vie de cet homme; on est effrayé des obstacles qu'il rencontra sur sa route, et de l'énergie qu'il déploya pour les vaincre.

James P. Espy était un pauvre pensylvanien de naissance, si pauvre même, qu'à l'âge de 17 ans, il n'avait pas encore pu apprendre à lire. C'est plus tard qu'il étudia à fond la langue anglaise les auteurs classiques.

Il se mit à scruter avec passion les mystères des mouvements des nuages et à essayer d'établir des théories sur la formation et le cours des orages.

Un jour, il arriva à Washington, se présenta au Congrès et demanda une allocation de $5.000 pendant cinq ans. On l'accabla de quolibets, on le tourna en ridicule.

Le sénateur Preston, de la Caroline du Sud, s'écria qu'Espy était un fou trop dangereux pour le laisser en liberté, et il demanda, à son tour, une allocation pour le faire enfermer aux frais du public.

Espy se trouvait alors dans le couloir du Sénat. Piqué au vif, il quitta immédiatement le Capitole, courut à New York, commença à donner une série de conférences qui réussirent et lui firent gagner de l'argent. De New York, il passa à Boston, où il recommença la série de ses conférences, toujours avec le même succès. Quand il eût gagné assez d'argent, il partit pour l'Europe.

C'était au commencement de 1839. Il n'y avait pas longtemps qu'il était arrivé à Liverpool, quand éclata un violent ouragan. Il courut au Lloyd, consulta les journaux à mesure qu'ils arrivaient, prit note de la direction du vent, telle qu'on la donnait dans les différents localités, et, avec ces données, il construisit la première grande carte des orages qui ait jamais paru. Chaque ligne, chaque courbe, chaque point étaient indiqués et s'étaient autant de faits qui venaient fortifier sa théorie. Ce n'étaient plus des assertions qu'un lui manquaient alors, tous les moyens voulait démontrer.

Il se présenta devant l'Association Britannique des Savants, à Londres. Sir John Herschel assistait à cette séance et prit un intérêt infini aux démonstrations d'Espy. Il traversa ensuite le détroit, arriva à Paris, où l'Académie des Sciences chargea un comité à la tête duquel se trouvait l'illustre Arago, de faire un rapport sur les observations et la théorie de cet étonnant Américain. Lorsque le rapport d'Arago arriva à Washington, il fit le même effet que le premier message électrique envoyé par Morse, de Washington à Baltimore.

Le Prof. Espy revint bientôt à Washington. Le premier homme public qu'il y vit fut le sénateur Preston. Ils se rencontrèrent dans un corridor. Espy, exprimant l'espoir que le gouvernement des Etats Unis mettrait M. Espy à même de continuer ses importantes études et de compléter sa théorie sur les météores, les orages, les pluies, les tourbillons. Le sénateur Preston n'était plus à aller auprès de celui qu'il avait tant maltraité; il fut si ses excuses, et promit son appui à celui que, d'après le rapport du savant français, il appellait le roi des orages, et, en effet, il tint sa promesse. Espy obtint les $25.000 qu'il demandait, et c'est à eux que nous devons la formation du service des orages, que nous possédons aujourd'hui. Il a publié plusieurs rapports qui sont devenus très rares.

Haute autorité.

Le Dr. W. E. Scott, président du Collège de Médecine à Montréal, certifie et recommande le célèbre Liquide Mexi Tonic comme un remède excellent pour [illegible] et pour la [illegible] et [illegible] et [illegible] et